

Taxer les riches ne nuit pas à la croissance, selon le FMI

 mediapart.fr/journal/economie/121017/taxer-les-riches-ne-nuit-pas-la-croissance-selon-le-fmi

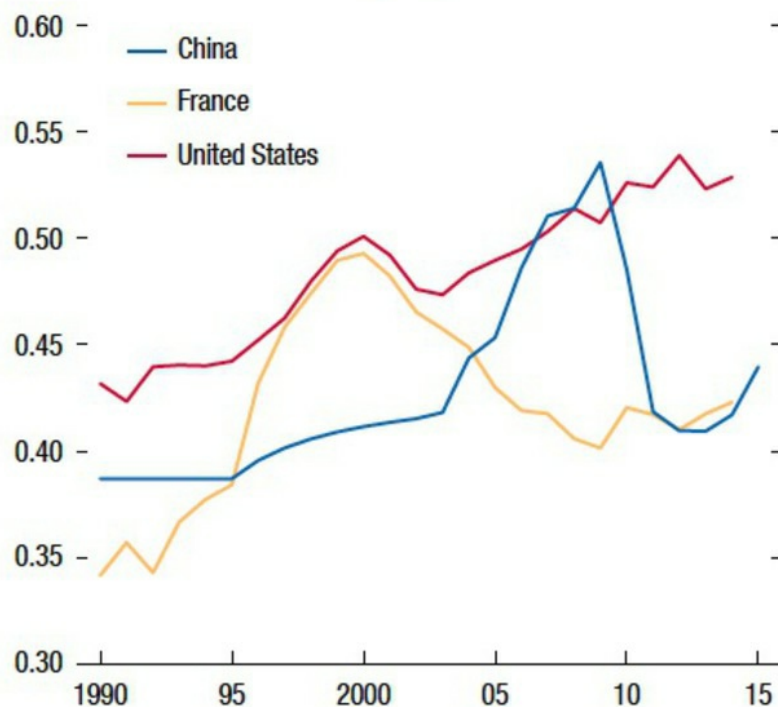
Comment ne pas y penser ? Alors que le gouvernement français s'est lancé dans une vaste révolution fiscale censée « libérer les énergies », [la dernière étude du Fonds monétaire international sur la lutte contre les inégalités \(*Tackling inequality*\)](#), publiée le 11 octobre, se lit comme une réfutation de tous les arguments et les choix faits par Emmanuel Macron pour justifier sa politique en faveur des plus riches. Réduction de la progressivité de l'impôt, « flat tax », augmentation de la TVA... toutes les mesures que se propose d'inscrire le gouvernement français dans la prochaine loi de finances se révèlent infondées économiquement, inefficaces pour la croissance et même nuisibles pour les inégalités, selon cette étude.

La politique budgétaire reste un outil puissant de redistribution, si ce n'est le premier, pour lutter contre les inégalités, rappellent en préambule les experts du FMI. Imposer une fiscalité plus élevée et plus progressive aux plus riches, contrairement à ce qui a été fait depuis plus de trois décennies, serait un des moyens les plus efficaces pour parvenir à un système plus juste, soulignent-ils. D'autant, ajoutent-ils, qu'« *il n'existe pas de preuves empiriques solides montrant que cette progressivité a été préjudiciable à la croissance* ».

Ce n'est pas la première fois que le FMI bat en brèche la théorie classique. Bousculée par la crise financière et par la crise de la Grèce, l'institution internationale semble avoir entrepris un vaste travail de déconstruction de ses fondements théoriques regroupés sous l'appellation « *consensus de Washington* », qui formaient le socle de sa politique depuis les années 1970. Même si les anciennes règles continuent de prévaloir dans nombre de ses préconisations, le doute pointe de plus en plus souvent dans ses travaux.

[Dans une étude publiée en janvier 2013](#), Olivier Blanchard, alors chef économiste du FMI, a ainsi fait un rare mea-culpa, en reconnaissant avoir sous-estimé les effets du coefficient multiplicateur (concept keynésien qui lie les effets de la dépense publique à la croissance) lors de la crise grecque. Depuis, il met régulièrement en garde contre les politiques d'austérité imposées à toute l'Europe. Plus récemment, trois économistes du FMI Jonathan Ostry, Prakash Loungani et Davide Furceri publiaient en juin 2016 une étude très critique sur les politiques néolibérales, intitulée « *Le libéralisme : survendu ?* » ([lire ici](#)) « *Au lieu de favoriser la croissance, des politiques libérales ont accru les inégalités et, en retour, ont compromis une expansion durable* », affirmaient-ils.

Figure 1.5. Ratio of Share of Wealth Held by Top 1 Percent to Share Held by Top 10 Percent



Ratio de la part des richesses détenues par les 1 % les plus riches comparé à celle des 10 % les plus riches. © FMI

Même si la direction du FMI n'épouse pas toutes les thèses de ces travaux, la question des inégalités est devenue centrale dans ses réflexions, tout comme au sein de l'OCDE d'ailleurs. Tous ses rapports insistent sur la nécessité de créer une croissance « *inclusive* », c'est-à-dire ne laissant pas sur le bord du chemin la moitié des populations. Cette préoccupation se retrouve dans des termes identiques dans la nouvelle étude. « *Bien que la mondialisation et les progrès technologiques soient reconnus comme ayant contribué à une croissance économique généralisée et ayant permis une réduction des inégalités au niveau mondial et de la pauvreté, les inégalités croissantes dans les économies avancées, en relation avec l'insécurité du travail et la stagnation salariale pour une partie de la population, ont amené une contestation publique grandissante contre la mondialisation* », relèvent d'emblée les auteurs de l'étude, inquiets de la montée des populismes dans nombre de pays.

Les statistiques générales sont parfois trompeuses, met en garde l'étude. Si l'on prend l'ensemble des pays, les statistiques, calculées à partir de l'indice Gini, montrent plutôt un tassement des inégalités, en raison de la montée en puissance des classes moyennes en Chine et en Inde. Mais ces chiffres masquent de fortes disparités. « *Au cours des trois dernières décennies, 53 % des pays ont vu les inégalités augmenter. (...) Les économies les plus avancées ont enregistré une augmentation significative des inégalités, liée principalement aux revenus croissants des 1 % les plus riches.* »

La mondialisation, la financiarisation, les changements économiques ont été les moteurs de cette explosion des inégalités. Mais si les inégalités de revenus ont toujours existé, le plus frappant, relèvent les auteurs de cette étude, a été l'affaiblissement des mécanismes de redistribution. Le changement le plus spectaculaire porte sur la fiscalité directe. Depuis les années 1980, les pays avancés ont renoncé les uns après les autres à une progressivité de l'impôt et à ses effets redistributifs. Ainsi « *la moyenne de la fiscalité sur les très hauts revenus est tombée de 62 % en 1981 à 35 % en 2015 dans les économies avancées selon l'OCDE* », notent-ils. Et encore ce ne sont que des moyennes, précisent-ils. « *En réalité, le système fiscal pourrait être encore moins progressif, car les personnes les plus riches ont souvent accès à des systèmes de niches fiscales et ont plus de moyens à leur disposition pour échapper à l'impôt.* »

Ces allègements fiscaux au bénéfice des plus riches se sont faits au nom de l'efficacité, de l'attractivité, de la mobilité des capitaux. Des affirmations que les études théoriques sur l'imposition optimale n'arrivent pas à étayer, notent-ils. Pourtant, ce sont toujours les mêmes arguments que les défenseurs d'un allègement continu de la fiscalité en faveur des plus fortunés continuent d'avancer. Taxer les plus riches reviendrait à tuer la croissance. L'ennui, soulignent les auteurs de l'étude, est qu'aucune étude ne parvient à démontrer ces affirmations. Au contraire, une meilleure progressivité de l'impôt, parce qu'elle permet de combler les inégalités sociales par l'éducation, de meilleurs services publics, est un puissant soutien pour favoriser la croissance.

Poursuivant l'analyse, ils relèvent que les systèmes de *flat tax* ou d'imposition indirecte, particulièrement en augmentant la TVA, conduisent à reporter la charge de l'impôt sur les catégories les plus pauvres et accentuent les inégalités, sans améliorer l'efficacité économique. *« Dès lors, il semblerait qu'il existe la possibilité d'accroître la progressivité de l'impôt sur le revenu sans nuire significativement à la croissance pour les pays souhaitant améliorer la redistribution des revenus. Néanmoins, cela pourrait se révéler difficile à mettre en œuvre politiquement car les personnes les plus riches sont celles qui ont tendance à avoir le plus d'influence politique, à travers le lobbying, l'accès aux médias, un plus grand engagement politique. Une étude d'Ardanaz et Scartascini en 2011 démontre que les pays qui ont historiquement les systèmes de redistribution les plus inégaux sont souvent ceux qui ont les systèmes politiques dominés par les élites »*, écrivent-ils. On croirait presque lire une description de ce qui se passe actuellement en France...